

La République toujours en chantier

Par ÉMILE CHABAL
Historien,
enseignant
à l'université
d'Edimbourg

Texte extrait
de *Histoire d'une
République
fragile*, sous
la direction
d'Emmanuel
Laurentin,
Fayard 2015

Les années 80 sont en quête d'un modèle pour expliquer les problèmes, les fractures, les crises de la société contemporaine. Le choc de la décolonisation est pour beaucoup dans ce trouble de la République. A cette époque, et notamment autour de l'affaire du foulard, toute une génération de nouveaux républicains – des penseurs comme Alain Finkielkraut et Régis Debray, ou des hommes politiques comme Jean-Pierre Chevènement – reconstruisent un modèle républicain pour une France infiltrée par les questions postcoloniales. [...]. Il faut savoir que le dernier grand choc, la dernière grande contestation du modèle républicain, a été, en 1962, l'indépendance de l'Algérie et la fin de la guerre d'Algérie. L'historien Todd Shepard montre bien que c'est à cette époque-là que l'Etat français se racialise et s'homogénéise. Il faut repenser l'Etat, le territoire et la citoyenneté avec la fin de l'empire colonial français. Or, cela devient de plus en plus difficile après 1962. Le modèle républicain des années 80 et 90 se veut une réponse à cette tension. Il cherche à reconstruire l'unité nationale. Mais l'héritage de la décolo-

JOURNÉE SPÉCIALE SUR FRANCE CULTURE

Le mot a été scandé dans les manifestations, au lendemain des attentats de janvier. Il a rejailli dans le discours politique. «La République était encagée dans un coin de l'espace politique. En un claquement de doigts, et une rafale de mitraillette plutôt, elle est redevenue un mot partagé, discuté», dit Emmanuel Laurentin, qui anime la Fabrique de l'histoire sur France Culture. Deux mois après les attentats, le livre *Histoire d'une République fragile (1905-2015)*: comment en sommes-nous arrivés là ? réunit quinze interventions d'historiens, politologues ou sociologues passés au micro de la Fabrique de l'histoire lors d'une semaine spéciale organisée par la radio publique quelques jours après les événements. «Il y a aujourd'hui une nostalgie de la III^e République», note Laurentin. Mais la République que nous présentons dans ce livre n'est pas une figure de vitrail. Elle est vivante, donc imparfaite.» Carole Reynaud-Paligot rappelle ainsi que ce régime a partie liée avec l'élaboration d'une hiérarchisation des races. Benjamin Stora souligne l'amnésie autour de la question algérienne, quand Emile Chabal parle de l'angoisse postcoloniale de la France des années 80 (lire ci-contre). S.F.

Journée spéciale ce mercredi sur France Culture : «Deux mois après les attentats, trois ans après l'affaire Merah, où en est la République ?»

nisation reste trop présent. C'est pour cette raison que l'homogénéisation qui a suivi la fin de la guerre d'Algérie sera contestée par de multiples mouvements politiques – on pense à la «Marche des Beurs» de 1983, mais aussi aux revendications identitaires de la communauté

pied-noir et aux débuts de l'intégrisme musulman dans les années 90. Ce sont ces revendications que la société française post-Trente Glorieuses a tant de mal à intégrer. Ceux qui, dans les années 80 et 90, essaient de construire une nouvelle idée républicaine sont à la recherche d'une stabilité et d'une unité qui n'existent plus. Ils cherchent, en vain, à revenir aux origines, à la fin du XIX^e siècle, à une sorte de République heureuse et glorieuse.

Aujourd'hui, les tensions liées à l'intégration des musulmans sont provisoires. Il ne faut pas dramatiser la situation des musulmans français. Nous n'avons bien sûr aucune statistique officielle pour nous permettre de recenser cette population, mais les sondages, qui ont été faits auprès de la population musulmane en France montrent que les musulmans français sont plus attachés à leur pays que les populations musulmanes ailleurs en Europe, par exemple en Grande-Bretagne. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucun problème – il y a des problèmes de société, des problèmes d'intégration socio-économique et, surtout, d'intégration politique, c'est-à-dire de visibilité politique de ce que l'on appellerait dans le monde anglo-saxon les «minorités ethniques». On rejoint Gérard Noiriel lorsqu'il dit qu'il y a trop de gens qui croient aux promesses de la République qui ne sont pas toujours tenues. Mais cela fait partie de l'idéal républicain. La République dépasse le possible, elle est toujours en construction, juste au-delà de l'horizon. Le problème principal est l'écart entre la vision utopique d'un républicanisme accompli et la réalité vécue des acteurs, même de ceux qui se réclament du modèle républicain. Sur le terrain – j'ai fait des travaux sur la ville de Montpellier depuis 1962 – on voit que l'intégration de la population musulmane est possible, aussi bien que l'intégration des populations pied-noire,

juive, protestante, homosexuelle. Malgré la pression d'un modèle républicain qui ne «voit» pas les minorités, elles sont tout à fait présentes dans l'espace politique municipal et dans la vie de la ville. Des accommodements ont été faits, des revendications ont été reconnues. Un certain multiculturalisme existe. C'est l'idéal républicain qui nous empêche d'en parler : au lieu de se tourner vers la réalité, on se focalise sur une idée mythique d'unité nationale qui persiste dans la culture politique française.

1989 est une année cruciale : c'est l'année de l'effondrement du Mur, celle de l'affaire du foulard, et c'est le bicentenaire de la Révolution française. Trois événements qui vont remettre en cause la politique française et, par conséquent, le modèle républicain. Après 1989, on remarque le durcissement de certains discours postcoloniaux autour des «immigrés» ou de la «guerre des mémoires». Et on sent un très grand malaise à gauche, car les militants ne savent pas comment entretenir leurs espoirs politiques dans un monde postmarxiste. Une autre dimension de l'après-1989 va également influencer le débat autour du modèle républicain en France : la politique des «identités». [...] Malheureusement, à l'heure actuelle, le modèle républicain a beaucoup de mal à accepter comme légitime ce militantisme identitaire. Or, il existe. C'est là une des impasses les plus critiques du républicanisme français. Il faut savoir protéger le vivre-ensemble tout en intégrant les revendications identitaires. Pour ce faire, il faut de l'imagination et pas seulement des discours enchanteurs.

L'ŒIL DE WILLEM



SUR LIBÉRATION.FR

Lire aussi le texte de l'historien Ivan Jablonka.

«L'idée qu'il y aurait des "Français factices" existe dès la fin du XIX^e siècle, puisque l'extrême droite xénophobe parlait à l'époque de "Français de papier", c'est-à-dire de Français qui auraient des papiers, mais qui, au fond d'eux-mêmes, seraient encore des étrangers [...]. On retrouve cette idée à propos des jeunes de cité. Les jeunes à intégrer ont divers visages en fonction des époques, des régimes politiques et des philosophies sociales. Sous la Révolution française, ce sont les "bâtards"; puis les jeunes délinquants sous la monarchie de Juillet; ensuite, les enfants de l'Assistance publique sous la III^e République; enfin, les enfants issus des DOM et de l'immigration postcoloniale, à partir des années 60. La République a besoin de ce partenaire menaçant, de cet "envers".»